

Women's Peace and Humanitarian Fund

RAPPORT ANNUEL 2024 (Cycle de financement régulier)

Pays Mali	Soumis par PUNO(s) UN Women ou NUNO(s)¹ Nom de l'entité : ONU Femmes Nom du Représentant(e) : Marie Goreth NIZIGAMA
Numéro de projet de MPTF 00133173	Période du rapport 1 janvier – 31 décembre, 2024
Volet <i>Sélectionnez tout ce qui s'applique</i> ☒ Volet de financement régulier ☐ Volet de financement d'urgence	
Effets WPHF² auxquels le rapport contribue pour la période du rapport <i>Sélectionnez tous les effets correspondants</i>	
☐ Effet 1: Environnement favorable à la mise en œuvre des engagements FPSS ☐ Effet 2: Prévention des conflits ☐ Effet 3: Réponse humanitaire	☐ Effet 4: Résolution des conflits ☒ Effet 5: Protection ☐ Effet 6: Consolidation de la paix et relèvement post-conflit
Date de début du programme <i>Selon formulaire ME/Transmittal</i> 1er septembre 2022	Budget total approuvé (USD) <i>Budget approuvé pour l'allocation de pays actif du WPHF conformément aux formulaires ME et de transmission pour les projets démarrés/actifs/clôturés au cours de cette période de rapport</i> \$ 676,008
Date de fin prévue du programme <i>Selon formulaire ME/Transmittal</i> 30 novembre 2024	Montant transféré (USD) <i>Montant qui a été transféré de WPHF au OSCs pour le programme (totale)</i> \$ 639,783

¹ Non-UN Organization. Applicable to Rapid Response Window for Peace Processes

² Selon le modèle intégré (imbriqué) du cadre de résultats du WPHF, les effets du WPHF sont équivalentes au niveau d'impact pour les partenaires

Sommaire Exécutif

En 1 page, résumez les réalisations les plus importantes du Programme au cours de la période considérée. Le résumé devrait être une analyse et une consolidation des réalisations et devrait servir de résumé autonome des résultats du pays WPHF pour l'année. Veuillez inclure :

- a) Contexte du WPHF : aperçu des appels à propositions (CFP) qui ont été lancés (date), et détails sur les réunions du NSC, combien d'OSC ont été sélectionnées et quand la mise en œuvre devrait commencer / a commencé*
- b) Comment le financement du WPHF a contribué à faire progresser les FPS, l'égalité des sexes et la consolidation de la paix, l'action humanitaire sensible au genre dans le pays et expliquer s'il existe des liens avec les processus nationaux (plans nationale (NAP), réponse humanitaire, processus de paix, etc.) ou comment il s'aligne sur les priorités du pays.*
- c) Impact global/consolidé du WPHF au niveau des pays, par résultat*
- d) une phrase avec les bénéficiaires directs et indirects consolidés (désagrégué par sexe).*
- e) défis globaux*
- f) si le pays a reçu un financement supplémentaire pour le renforcement des capacités (5%) et/ou si les OSC ont reçu des subventions L-HUB pour des initiatives d'apprentissage par les pairs, veuillez inclure une phrase sur les résultats*

La mise en œuvre des activités financées par le Fonds des Femmes pour la Paix et l'action Humanitaire (WPHF) et l'Entité des Nations Unies pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes (ONU Femmes) s'est poursuivie jusqu'en novembre 2024, date marquant la fin du fonds ainsi que l'achèvement des contrats des différents partenaires. Depuis son lancement, ce programme a joué un rôle essentiel dans le renforcement de la protection des droits des femmes et l'amélioration de leurs conditions de vie dans des zones fortement affectées par l'insécurité et les conflits armés.

Au cours de la période de rapportage, 6 contrats étaient en cours d'exécution, couvrant à la fois le renforcement institutionnel et des initiatives programmatiques visant à promouvoir la résilience des femmes et des communautés. Trois projets ont porté sur le renforcement des organisations féminines à travers le soutien institutionnel (RFOE volet 1, ASSOPROFEN volet 1 et IDS volet 1), tandis que trois autres se sont concentrés sur des actions concrètes visant l'autonomisation des femmes et leur protection (Adel Sahel volet 2, ADD volet 2 et SIGYONDJE volet 2). Ces projets ont permis de renforcer les capacités des organisations locales, d'améliorer l'accès des femmes aux ressources et aux services, et d'accroître leur participation aux processus de paix et de gouvernance locale. En complément de ces initiatives, dans le cadre du Centre d'apprentissage mondial (L-HUB) du WPHF, deux partenaires, ADD et RFOE, ont chacun mis en œuvre un projet d'apprentissage par les pair-e-s avec une autre organisation, favorisant ainsi l'échange de bonnes pratiques et le développement de synergies entre les acteurs engagés dans la promotion des droits des femmes.

Les activités ont été réalisées dans quatre régions du Mali (Ségou, Mopti, Bandiagara et Kidal), couvrant une région du Nord et deux régions du Centre, englobant un total de 9 Cercles et 14 communes, tant urbaines que rurales. Ces zones ont été ciblées en raison de leur vulnérabilité accrue aux conflits intercommunautaires, à l'insécurité généralisée et aux attaques perpétrées par des groupes armés non étatiques et terroristes. La situation sécuritaire précaire dans ces localités a non seulement entravé l'accès des populations aux services de base, mais elle a également exacerbé les violences basées sur le genre, mettant en péril les droits fondamentaux des femmes et des filles. En outre, ces zones sont souvent isolées et difficilement accessibles en raison du manque d'infrastructures routières et des conditions climatiques défavorables, notamment durant la saison des pluies. Cette situation a nécessité des stratégies d'intervention adaptées, alliant flexibilité opérationnelle et engagement des acteurs locaux pour garantir l'efficacité des actions mises en œuvre.

Malgré ces défis, l'année 2024 a été marquée par des avancées significatives dans la mise en œuvre des projets, bien que le contexte sécuritaire demeure une contrainte majeure. Les affrontements récurrents entre les forces armées maliennes et les groupes terroristes dans le Nord et le Centre du Mali ont eu des répercussions sur la mobilité des équipes et la continuité de certaines activités sur le terrain. Cependant, grâce à la collaboration étroite avec les partenaires locaux et l'implication active des bénéficiaires, plusieurs résultats concrets ont été atteints.

Au total, 16719 personnes ont bénéficié directement des interventions menées dans les régions ciblées. Parmi elles, 7773 femmes ont été directement touchées par les initiatives en faveur de leur autonomisation et de leur protection, tandis que 4256 hommes ont également pris part aux actions, notamment à travers des programmes de sensibilisation et de plaidoyer. De plus, les efforts de protection et d'éducation ont permis d'atteindre 2923 jeunes filles et 1767 jeunes garçons, renforçant ainsi la résilience des communautés face aux crises récurrentes. Ces bénéficiaires sont répartis dans quatre régions, neuf Cercles et quatorze communes, où les interventions ont contribué à l'amélioration des conditions de vie et à la promotion des droits fondamentaux des femmes et des filles.

Les organisations appuyées institutionnellement par le fonds WPHF sont fonctionnels et prennent en charge des charges récurrentes à leurs structures pour une meilleure réponse dans un contexte humanitaire marqué par la vulnérabilité et l'exposition des femmes et des filles.

Sommaire Exécutif

Les 3 organisations bénéficiaires du fonds institutionnel financé par le WPHF à travers ONU Femmes (RFOE, IDS, ASSOPROFEN) ont su renforcer leur leadership et consolider leur fonctionnement. Grâce à cet appui, elles ont pu maintenir leurs équipes et offrir des conditions de travail décentes, favorisant ainsi l'épanouissement et l'autonomisation de leurs membres. Ces avancées ont permis aux organisations de gérer efficacement leurs activités tout en générant des revenus substantiels.

Au total 41 emplois ont été créés ou maintenus grâce au paiement régulier des salaires, permettant ainsi à de nombreuses personnes d'avoir une stabilité financière. La répartition des emplois au sein des organisations est la suivante : 10 employés (3 femmes, 7 hommes) au compte de l'OND IDS, 3 employés (tous des hommes) de ASSOPROFEN et 18 employés (7 permanents : 3 femmes et 4 hommes de plus de 18 ans) de l'ONG RFOE.

En plus de ces postes, Le RFOE a réussi à créer 11 emplois permanents indépendant du fonds du WPHF (8 hommes et 3 femmes). Ces nouveaux emplois concernent 2 conducteurs de tricycles, dont les tricycles ont été acquis grâce aux revenus générées par l'organisation, ainsi que deux conducteurs de pirogue facilitant la traversée des populations. Par ailleurs, sept autres personnes (4 hommes et 3 femmes) ont été recrutées pour la gestion et le suivi des cages flottantes de pisciculture à Ségou et Molodo.

L'impact de RFOE ne se limite pas aux emplois créés. Son initiative a permis d'améliorer significativement les conditions de vie de 3 670 femmes issues de sept associations locales. Grâce aux récoltes de poissons provenant des cages flottantes, ces femmes génèrent des revenus en vendant leur production sur le marché. De plus, la mise en place des pirogues a facilité la traversée du fleuve pour les femmes commerçantes, leur permettant ainsi d'accéder aux foires hebdomadaires du Cercle de Ségou. Cette initiative a non seulement optimisé le transport des marchandises mais aussi réduit le temps de trajet, renforçant ainsi l'intégration économique des femmes dans la région.

L'année 2024, marquant la dernière année du projet après plusieurs prolongations, a offert aux organisations une opportunité cruciale de renforcer davantage les compétences de leurs équipes. Diverses formations ont permis aux staffs d'acquérir une maîtrise accrue des équipements de travail et des méthodologies adaptées à leurs domaines d'intervention. Ce renforcement de capacités leur garantit une meilleure insertion professionnelle et leur ouvre de nouvelles perspectives, même après la fin du projet.

Grâce aux fonds du WPHF, plusieurs organisations membres des structures bénéficiaires du financement institutionnel ont pu développer des activités génératrices de revenus durables, assurant ainsi leur autonomie financière. Cette dynamique leur a permis de se positionner comme des acteurs majeurs dans leurs localités respectives et de produire des résultats significatifs pour leurs communautés et municipalités.

Les populations s'impliquent davantage dans la lutte contre les violences basées sur le genre par la dénonciation la prise en charge des survivants de VBG à travers des mécanismes communautaires.

Un changement de comportement est observable grâce à l'accompagnement du fonds WPHF à partir des rapports des partenaires des régions de Bandiagara et de Kidal, les résultats des activités menées par les partenaires ont pu aboutir à la pérennisation des changements de comportements à travers l'appropriation des mécanismes de veille dans la lutte contre les violences basées sur le genre par les communautés elles-mêmes.

Des études de fin de projet et de perception des communautés réalisées par le partenaires ADD et ADEL SAHEL en 2024 ont démontré que l'appropriation des communautés constituées d'hommes, de femmes et de jeunes, 11 comités des 11 Communes du cercle de Bandiagara apprécient les actions de l'ONG ADEL Sahel et prennent conscience des conséquences de certains tabous qui sont néfastes à la santé de la femme tels que les MGF, le mariage des filles avant l'âge de 18 ans, les violences conjugales, les agressions sexuelles et physiques, car discutés publiquement et cela grâce à l'accompagnement du fonds WPHF. L'engagement des communautés à réduire les violences faites aux femmes et aux filles par la maîtrise des concepts genre et VBG traduit l'amélioration de leurs connaissances et une prise de conscience sans faille. L'implication des leaders traditionnels et religieux favorables à la lutte contre les VBG se manifestent par leur implication à l'assistance donnée aux survivantes. Ils contribuent à les orienter vers des structures de prise en charge et en portant assistance morale, psychologique et souvent sanctionner le coupable ou en le dénonçant aux autorités compétentes. Dans les localités de Kidal et de Aguel Hoc, l'étude sur la perception a démontré que la mise en place des 17 mécanismes de veille pour suivre l'application de ces nouvelles conventions sociales d'abandon des VBG. Cela a été une opportunité pour les communautés de continuer à mener des activités de sensibilisation entre paires, la dénonciation, le référencement des cas pour la prise en

Sommaire Exécutif

charge. La pérennisation assurée par l'existence des 100 monitrices formées et dotées d'une connaissance accrue au sein des organisations permet de donner espoir à la réduction des cas de violences basées sur le genre.

Les femmes déplacées et des communautés hôtes bénéficient de l'assistance humanitaire et restaurent progressivement leur dignité.

Grâce à l'appui du WPHF, 500 femmes déplacées, cheffes de ménages et vivant dans des familles d'accueil sur les sites de déplacés du cercle de Ségou ont été pleinement intégrées dans leurs nouvelles communautés. Elles collaborent et participent activement aux travaux d'utilité publique renforçant ainsi leur intégration sociale et économique. Pour favoriser leur autonomie des kits alimentaires leur sont distribués chaque trimestre, et des appuis leur sont accordés pour développer des Activités Génératrices de Revenus. Ces initiatives ont permis d'établir une véritable symbiose entre les femmes déplacées et leurs communautés d'accueil, transformant leur situation initiale de vulnérabilité en une opportunité de reconstruction. Le calvaire qu'elles ont vécu avant l'arrivée du projet est désormais un lointain souvenir, car de nombreuses femmes ont acquis une indépendance financière et réussissent aujourd'hui à subvenir à leurs besoins grâce aux activités financées par le WPHF. Par ailleurs, des actions de sensibilisation menées par les partenaires RFOE et Sigignondjè sur les sites de déplacés du Cercle de Ségou ont permis à plusieurs femmes et jeunes filles déplacées de mieux prendre en charge leur santé sexuelle et reproductive. De plus, les survivantes de Violences Basées sur le Genre, qui cumulent souvent plusieurs formes de vulnérabilité, bénéficient d'un accompagnement spécifique dans les communes de Bandiagara, Dandoli et sur les sites de déplacés du Cercle de Ségou.

1. Profil des partenaires

Utilisez le tableau suivant pour une présentation par projet/organisation. Pour chaque subvention (subventions programmatiques, institutionnelles et L-HUB), veuillez utiliser une ligne distincte. Se référer aux définitions dans les notes de bas de page.

Appel à propositions ³	Nom de l'organisation principale	Type d'organisation ⁴	Effet du WPHF ⁵	Couverture géographique de l'organisation	Nom du partenaire de mise en œuvre(s) et type d'organisation ⁶	Date de début et de fin du projet selon Ententes de partenariat ⁷	Budget total approuvé (USD)
CfP2	Association pour la promotion de la femme et de l'enfant (ASSOPROFEN)	ONG Nationale Droits des femmes et des jeunes	(Institutionnelle)	District de Bamako et région de Mopti (commune de Sévaré)	N/A	10 juillet 2023 au 15 octobre 2024	29,965
CfP2	Initiatives pour le Développement et la Solidarité (IDS)	ONG Sous-Nationale Droits des femmes	(Institutionnelle)	Région de Mopti : cercles de Mopti et de Youwarou Région de Sikasso : cercles de Sikasso, de Yorosso et Koury	N/A	5 juillet 2023 au 15 octobre 2024	28,444
CfP2	Réseau des Femmes Opératrices Economiques de Ségou (RFOE)	Réseau national Droit des femmes	(Institutionnelle)	Région de Ségou : Cercles Ségou, Barouéli, Bla, Macina, Niono, région de San : cercles de : san Tominian.	N/A	1 ^{er} octobre 2022 au 30 juin 2024	30,000 LHUB : 8000
CfP2	Association d'Appui au Développement Local au Sahel volet 2 (ADEL SAHEL)	ONG Droits des femmes et jeunes	5 : Protection des femmes et filles	Région de Bandiagara : Commune de Bandiagara (10 quartiers) et de la commune de Dandoly, (07 villages).	N/A	12 septembre 2022 au 31 mars 2024	161,008
CfP2	Aide au Développement Durable (ADD)	ONG Nationale Droits des femmes	5 : Protection des femmes et filles	Région de Kidal/Communes de : Kidal et Aguel-Hoc	N/A	1 ^{er} octobre 2022 au 30 juin 2024	197,706 LHUB : 8000
CfP2	Organisation Non Gouvernementale Siginyogonjè volet 2 (SIGINYOGONJE)	ONG Nationale Dirigée par une femme et pour les droits des femmes	5 : Protection des femmes et filles	Région de Ségou, cercle de Ségou (communes rurales de : Pelengana, Sakoiba, Sébougou et commune urbaine de Ségou)	N/A	1 ^{er} octobre 2022 au 30 juin 2024	144,999

³ Pour chaque subvention, indiquez de quel appel à propositions il s'agit (CfP1 ; CfP 2 ; CfP 3), etc. Veuillez également noter s'il s'agit d'un appel à propositions pour l'initiative de sécurité alimentaire, l'initiative de sécurité climatique, l'initiative de déplacement forcé ou la subvention d'apprentissage par les pairs (L-HUB)

⁴ Sélectionnez parmi les types d'organisations suivant : i) Dirigée par une femme ; ii) Pour les droits des femmes ; iii) les deux (dirigée par une femme et pour les droits des femmes) ; iv) focalisée sur les jeunes ; v) dirigée par les jeunes femmes ; vi) focalisée sur les jeunes et dirigée par les jeunes femmes ; vii) LGBTQI+ ; ou viii) Autre, comme identifiée par l'organisation elle-même.

⁵ Les effets du WPHF sont : Effet 1 : Environnement favorable à la mise en œuvre des engagements FPS ; Effet 2 : Prévention des conflits ; Effet 3 : Réponse humanitaire ; Effet 4 : Résolution des conflits ; Effet 5 : Protection ; Effet 6 : Consolidation de la paix et récupération. Selon le modèle intégré (imbriqué) du cadre de résultats du WPHF, les effets du WPHF sont équivalentes au niveau d'impact pour les partenaires. Si le partenaire a reçu un financement institutionnel, veuillez utiliser cette colonne pour le noter.

⁶ Pour chaque partenaire de mise en œuvre (ceux qui sont sur la page couverture et qui ont reçu un transfert), indiquez s'ils sont i) dirigés par des femmes ; ii) Pour les droits des femmes ; iii) les deux (dirigée par une femme et pour les droits des femmes) ; iv) droits des femmes et jeunes ; v) Organisation de jeunesse (dirigée par des jeunes) ; ou v) Autre, comme identifier par l'organisation.

⁷ Utilisez les dates officielles de début et de fin comme indiquées dans le contrat. Si le projet a reçu une prolongation, veuillez le noter.

2. Bénéficiaires (consolidé)

a) Remplissez la feuille Excel intitulée « Modèle de bénéficiaire du WPHF » pour chaque projet et joignez-la à ce rapport lors de la soumission. Les instructions pour cette feuille de travail se trouvent dans le modèle. La feuille Excel permet de suivre les bénéficiaires par OSC.

b) Dans les tableaux ci-dessous, indiquez le nombre consolidé de bénéficiaires directs touchés pour tous les projets au cours de la période visée par le rapport et les chiffres cumulatifs.

2024					
Catégorie d'âge	Femmes/Filles	Hommes/Garçons	Autre (LGBTQI+)	Total Direct	Bénéficiaires indirects
0-17 ans	2923	1767	0	290	
18-29 ans	7000	4104	0	964	
30 ans +	773	152	0	825	
Total	10696	6023	0	16719	66876

* ATTACHEZ le modèle de bénéficiaire du WPHF.

Cumulatif					
Catégorie d'âge	Femmes/Filles	Hommes/Garçons	Autre (LGBTQI+)	Total Direct	Bénéficiaires indirects
0-17 ans	2923	1767	0	4690	
18-29 ans	7145	4104	0	11249	
30 ans +	841	219	0	1060	
Total	10909	6090	0	16999	67996

3a. Contexte/Nouveaux développements

Décrivez toutes les évolutions pertinentes dans le contexte de la paix/sécurité/réponse humanitaire/politique/ droits de l'homme/femmes dans le pays au cours de la période du rapport. Décrivez plus précisément comment cette évolution affecte les femmes et les filles.

L'année 2024, a été marquée par une série d'événements et de transformations majeures au Mali, impactant profondément les sphères sociopolitiques, sécuritaire et humanitaire. Si des efforts ont été entrepris pour renforcer la stabilité, le pays a continué de faire face à d'importants défis, notamment une situation humanitaire alarmante, exacerbée par des inondations qui ont touché de nombreuses régions. Les femmes et les jeunes filles ont été parmi les populations les plus affectées en raison de leur vulnérabilité structurelle et de leur faible implication effective dans la gestion des crises et des catastrophes.

Le paysage politique malien a été bouleversé par la fin officielle de l'Accord pour la paix issu du processus d'Alger, remplacé par le Dialogue inter-malien pour la paix, annoncé par le Président de la transition le 31 décembre 2023. Ce dialogue a impliqué une forte participation des femmes, avec 357 représentantes d'organisations féminines engagées dans la recherche de la cohésion sociale. Il s'est déroulé en trois phases (communale, régionale et nationale) et a abouti à un document remis aux autorités de transition.

Par ailleurs, le Mali, aux côtés du Burkina Faso et du Niger, a acté son retrait de la CEDEAO en janvier 2024 pour fonder l'Alliance des États du Sahel (AES), officialisée en confédération en juillet de la même année. Ce retrait a engendré des tensions avec la CEDEAO, qui a néanmoins laissé une possibilité de réintégration sous six mois.

Sur le plan des libertés politiques, l'année a été marquée par la suspension des activités des partis politiques et associations à caractère politique, décision levée en juillet, permettant la relance du dialogue entre les autorités et les acteurs politiques. Toutefois, l'incertitude politique persistante et les reports successifs des élections ont conduit plusieurs partenaires financiers à se retirer du pays.

Sur le plan sécuritaire, la lutte contre l'insécurité a été au cœur des préoccupations des forces armées maliennes, qui ont intensifié les patrouilles et frappes contre les groupes terroristes dans le nord et le centre du pays. Plusieurs chefs de groupes armés ont été neutralisés, notamment à Tombouctou, Douentza, Ménaka et Kidal. Cependant, les populations civiles ont continué à subir des exactions : braquages sur les routes, violences sexuelles, enlèvements et assassinats ciblés.

L'implication américaine dans la lutte contre le terrorisme s'est traduite par des sanctions économiques contre plusieurs chefs djihadistes, notamment Iyad Ag Ghaly et Amadou Koufa. De plus, plus de 100 otages maliens ont été enlevés par des groupes armés, exigeant des rançons dépassant un milliard de FCFA.

La zone des trois frontières (Mali, Burkina Faso, Niger) est restée sous forte pression, avec des blocus imposés par des groupes armés, rendant difficile l'accès aux denrées de première nécessité. L'insécurité sur les axes stratégiques comme Sévaré-Gao et Gao-Niger a causé d'importantes pertes pour les compagnies de transport et contraint des populations à fuir vers des zones plus sûres.

En 2024, la situation humanitaire au Mali s'est détériorée sous l'effet combiné de l'insécurité et des catastrophes naturelles. À la crise alimentaire persistante, aggravée par les conflits et le changement climatique, se sont ajoutées des inondations majeures qui ont affecté l'ensemble du pays. Face à ces événements, le gouvernement de transition a déclaré un état de catastrophe nationale le 23 août 2024. À la date du 20 octobre, on recensait entre autres 703 cas d'inondations, 67 461 ménages affectés, 351 221 personnes sinistrées, dont plus de 50 % de femmes et d'enfants, 86 décès (principalement des enfants et des personnes âgées), 43 320 maisons effondrées, entraînant l'occupation d'écoles publiques et privées comme abris temporaires.

En matière d'insécurité alimentaire, 1,3 million de personnes étaient en situation de crise alimentaire aiguë en 2024, contre 700 000 en 2023. Le Plan de Réponse Humanitaire 2024 visait à assister 4,1 millions de personnes sur les 7,1 millions dans le besoin, en ciblant particulièrement les femmes, les enfants et les populations déplacées.

L'année 2024 a été une année de transformations majeures pour le Mali, entre réajustements politiques, lutte contre le terrorisme et défis humanitaires accrus. La création de l'AES marque un tournant géopolitique, tandis que les efforts de sécurisation progressent malgré une insécurité persistante. Sur le plan humanitaire, la combinaison de l'insécurité et des catastrophes naturelles a aggravé la vulnérabilité des populations, nécessitant une réponse coordonnée des autorités et de la communauté internationale.

3b. Coordination dans le domaine humanitaire/FPS

Décrivez si votre bureau a participé à des réunions sectorielles de l'ONU sur les activités humanitaires/VBG dans les situations d'urgence (CERF, UNFPA, IOM, UNHCR), ou la paix et la sécurité (PBF, UNDP, UNICEF) au cours de la dernière année ? Quels ont été les résultats de ces réunions, et les partenaires du WPHF ont-ils été invités à informer ?

Le bureau ONU Femmes/Mali participe aux différentes réunions sectorielles EHP/HRP au niveau national à Bamako, aux clusters de la protection, de la sécurité alimentaire. Au niveau terrain, ONU Femmes participe aux réunions humanitaires : inter-clusters, cluster protection, sécurité alimentaire, sous cluster VBG, cluster protection, cluster santé nutrition, ERP au niveau terrain, aux réunions d'informations générales de (Gao, de Ménaka, de Mopti et de Ségou, du GIAC (Groupe Inter Agence de Coordination).

Au cours de ces différentes réunions sont débattues les questions humanitaires, des évaluations rapides de protection, ONU Femmes et ses partenaires du WPHF se positionnent toujours dans les débats pour la prise en compte de l'aspect genre dans la planification que dans les réponses humanitaires et aussi dans la protection des droits des femmes et des filles. ONU Femmes et les partenaires du WPHF assistent en tant qu'acteurs humanitaires et de protection avec les autres acteurs mais spécifiquement auprès des femmes et des filles par la distribution des kits de dignité, des kits ménages et des kits AGR.

Les partenaires du WPHF à travers ONU Femmes sont tous membres des clusters selon leur domaine d'intervention et sont enregistrés dans les emails list au sein de la région et sont invités au même titre que les autres acteurs humanitaires.

4a. Résultats globaux (impact et résultats) obtenus

Impact et résultats Globaux :

Fournir une brève et consolidée description au niveau du pays (consolidation des résultats des partenaires) de l'impact et des résultats obtenus pour tous les projets (1 à 2 paragraphes maximum, en s'appuyant sur les indicateurs de niveau d'impact).

Les organisations appuyées institutionnellement par le fonds WPHF sont fonctionnels et prennent en charge des charges récurrentes à leurs structures pour une meilleure réponse dans un contexte humanitaire marqué par la vulnérabilité et l'exposition des femmes et des filles.

Grâce aux financements du WPHF les 3 partenaires bénéficiaires du fonds institutionnel, ASSOPROFEN, IDS et RFOE ont pu maintenir au sein de leurs organisations 30 staffs dont 9 hommes et 21 femmes. Ils ont pu maintenir aussi 66 bénévoles dont 8 hommes et 58 femmes. Les organisations ont pu maintenir au cours de la mise en œuvre du projet et après le projet qui ont tous pris fin le 30 novembre 2024.

La stratégie développée est qu'à travers leur fonds institutionnels ils ont initiés des activités lucratives qui apportent de l'argent à la structure. D'autres à travers le fonds leur structure a été connue vu tous les renforcements de capacités qu'ils ont bénéficiés, ont pu postuler et bénéficier d'autres fonds qu'ils sont en train de mettre en œuvre comme IDS. Pour ASSOPROFEN, les staffs sont en attente d'un autre financement et les bénévoles font des sensibilisations au niveau de leur base et peuvent être utilisés par d'autres structures ou par ASSOPROFEN au cas où une opportunité se présentait. Pour RFOE, les staffs sont toujours payés par l'OSC car la structure génère des ressources à travers les revenus des mototaxis, des étangs piscicoles.

Les populations s'impliquent davantage dans la lutte contre les violences basées sur le genre par la dénonciation la prise en charge des survivants de VBG à travers des mécanismes communautaires.

Grâce à l'accompagnement du fonds WPHF, les initiatives menées par les partenaires ont conduit à des changements de comportements significatifs et à la mise en place des mécanismes de veille communautaire pour lutter contre les violences basées sur le genre. De plus en plus de populations s'engagent activement dans la dénonciation et la prise en charge des survivantes, renforçant ainsi l'efficacité des dispositifs locaux de protection. Bien que les partenaires n'étant pas dans les mêmes zones d'intervention pour conjuguer leurs efforts dans la lutte. Cependant ils font partie des groupes de travail que sont les clusters de protection. La complémentaire avec d'autres acteurs sur le terrain se fait et aussi avec l'Etat à travers les structures démembrées au niveau des régions et des Cercles et même des Communes. Dans ce rapport c'est seul ADD qui a orienté les 104 cas de survivants pour leur prise en charge sanitaire et psychologiques mais pas de services juridiques car aucun service juridique n'est présent en ce moment sur ces lieux. Toutes les survivantes ont été prises en charge sur ces 2 volets. Les 2 zones sont des zones à conflits armés et regorgent de plusieurs groupes terroristes et djihadistes.

Les femmes déplacées et des communautés hôtes bénéficient de l'assistance humanitaire et restaurent progressivement leur dignité.

L'assistance humanitaire fournie par le WPHF a permis à 100 ménages de personnes déplacées et de familles d'accueil d'améliorer leurs conditions de vie. Désormais, ces familles ne dépendent plus de la mendicité pour subvenir à leurs besoins alimentaires, grâce aux dotations mensuelles qui leur sont attribuées. Cette aide contribue à restaurer leur dignité et à favoriser leur intégration sociale.

Impact et résultats des OSC :

a) Par la suite, décrivez les résultats obtenus⁸ ou en cours⁹ pour CHAQUE projet par domaine d'impact du WPHF dans le pays. Utilisez tous les indicateurs d'impact et de résultat pertinents du cadre de résultats pour illustrer les changements, y compris le changement par rapport à l'année précédente. Ne décrivez pas les extraits ou les activités. Assurez-vous que les liens entre les projets et la consolidation de la paix, l'égalité des genres et le FPS soient expliqués

b) Si une organisation a reçu du financement dans deux domaines d'impact (ex., le volet 1 (domaine d'impact 1) et un autre domaine d'impact), veuillez décrire les résultats pour chaque domaine séparément.

d) Pour toute subvention de L-HUB, veuillez le signaler à la section 8.

⁸ Les progrès réalisés en matière d'Effets sont définis comme un changement réel de la valeur des indicateurs suivis pour les résultats respectifs. On considère qu'un résultat ou un extrait a été atteint lorsque ses objectifs ont été atteints.

⁹ Les progrès vers un résultat signifient que l'objectif n'a pas encore été atteint, mais qu'il existe des preuves (à travers les données) d'atteindre les cibles vers la réalisation éventuelle de l'Effet.

4a. Résultats globaux (impact et résultats) obtenus

Pour les pays ayant plus de 10 projets, vous pouvez consolider l'impact et les résultats par domaine d'impact du WPHF, plutôt que pour chaque projet individuellement. Complétez le tableau d'Annexe A : Résumé des résultats pour obtenir un résumé de tous les résultats, en veillant à ce qu'ils correspondent à ce qui est rapporté dans la section narrative.

Impact du WPHF Volet 1 : renforcement institutionnel :

1. Association pour la promotion de la femme et de l'enfant (ASSOPROFEN volet 1)

(Niveau d'impact (si pertinent)) : Les femmes membres des 8 organisations communautaires de base de Douentza sont capables de collecter, d'analyser et de remonter des informations sur les cas de violences basées sur le genre au niveau de leurs organisations tout en préservant la sécurité de la victime et orienter la survivante dans une structure de prise en charge.

Effets du partenaire : Amélioration de la capacité de ASSOPROFEN à travers son staff dirigeant (2 hommes et 12 femmes) et de ces 8 organisations à base communautaires de femmes partenaires à mener des interventions d'alertes précoces et de conflit sensible aux genres

45 femmes membres des 8 organisations membres de ASSOPROFEN âgées de 18-30 ans, 15 femmes de 45 ans au plus ont renforcé leurs capacités à l'utilisation du logiciel KoboCollect de 50 % au pré-test et à 100 % au post-test à la fin de la formation sur logiciel KoboCollect en ligne. Au cours de leur formation, elles ont analysé les données et produire des conclusions et des recommandations dans les exercices pratiques. Elles ont appris comment installer l'application avant d'adapter le logiciel sur les appareils ordinateurs. Les exercices pratiques ont permis aux participantes de renseigner les données en ligne, d'analyser les données et de conclure les avancées du plan National Femme, violences basées sur le genre, ainsi que les violences à l'encontre des femmes dans la commune urbaine de Douentza.

Elles maîtrisent les différentes formes de violences basées sur le genre et autres formes de violences faites aux femmes dans le domaine Femmes-Paix- et action humanitaire. Les membres des OCB bénéficiaires d'ordinateurs et So'Box ont été renforcés sur l'utilisation du logiciel dans la collecte des données, le suivi et l'évaluation du plan National Femme Paix et sécurité, les violences basées sur le genre, ainsi que toutes les autres formes de violences à l'encontre des femmes. Cette formation a permis aux participantes de savoir les différents types d'application des collectes des données KoboCollect ; Google Forms ; Sphinx ; ODK collecte ; EIC, application collecte surtout dans le milieu des associations récolter, remonter et analyser les informations.

Un document d'étude sur les dispositifs de fonctionnement du système d'alerte précoce et d'intervention en cas de conflit tenant compte de des sexospécifiques à la promotion de l'égalité des sexes est disponible au sein des organisations. Des supports médiatiques radiophoniques et de publicité sont disponibles pour une meilleure visibilité du projet et du partenaire WPHF.

2. Initiatives pour le Développement et la Solidarité (IDS volet 1)

Niveau d'impact (si pertinent) : Les agents de l'ONG IDS (7 femmes et 3 hommes) exercent leur travail dans un cadre approprié et sécurisé à travers l'obtention des équipements, la garantie de travailler dans un espace moderne avec des outils appropriés et une condition de vie meilleure leur permettant de s'épanouir socialement et moralement au sein de leur structure et dans la communauté.

Effets du partenaire : La capacité opérationnelle de l'ONG IDS est améliorée par la formation et le maintien du personnel.

L'ONG IDS a vu ses capacités opérationnelles améliorées à travers le fonctionnement continu de la structure par sa participation aux différentes réunions de la zone, le renforcement des capacités de son personnel (7 femmes et 3 hommes) sur les Résolution 1325 du CSNU, l'amélioration des conditions de vie du personnel par l'octroi de salaires mensuels, l'acquisition de tablette individuelle pour les 10 staffs les rendant autonomes dans l'utilisation des sites Web et à l'utilisation des contenus des multimédias, l'envoi électronique des documents et la réception des d'autres données dans de bonnes conditions. La gestion financière et administrative de l'ONG IDS est assainie à travers la formation en gestion financière et l'utilisation d'un logiciel de gestion du comptable, du responsable administratif et de la coordinatrice.

4. Réseau des Femmes Opératrices Economiques (RFOE SEGOU volet 1)

4a. Résultats globaux (impact et résultats) obtenus

Niveau d'impact (si pertinent) : Nombre d'employées retenues grâce au financement institutionnelle. 7 personnels de RFOE retenus grâce au fonds de renforcement institutionnel du WPHF

Le RFOE de Ségou est très reconnue de nos jours dans sa zone d'interventions et au milieu de ses paires par sa présence continue et sa contribution dans la promotion des droits économiques des groupements de femmes membres du réseau. Les femmes membres sont de plus en plus autonomes à cause des revenus générés par la pirogue motorisée et la cage flottante pour la pisciculture et aussi par la création de lien de collaboration créé grâce au projet d'apprentissage.

Effets du partenaire : Le RFOE est reconnu comme un acteur clé économique et de cohésion sociale pour les femmes dans toute la région de Ségou

A travers l'appui institutionnel du fonds WPHF, le RFOE a créé 18 emplois et continue de payer régulièrement les salaires de 7 employés dont 3 femmes et 4 hommes de plus de 18 ans. Le RFOE a créé des emplois permanents indépendant du fonds du WPHF au nombre de 11 dont 2 conducteurs de tricycles avec l'acquisition des 2 tricycles et réalise beaucoup de ses actions avec les revenus issus des activités, de 2 conducteurs de pirogue et de 7 personnes dont 4 hommes et 3 femmes pour la gestion et le suivi des cages flottantes à Ségou et Molodo. Avec les ressources obtenues de ses activités lucratives, le RFOE prend en charge plusieurs de ses dépenses pour lui permettre de se hisser sur l'échiquier régional.

Impact du WPHF 5 :

1. Association d'Appui au Développement Local au Sahel (ADEL Sahel volet 2)

Niveau d'impact (si pertinent) : Les droits humains, la sûreté, la sécurité et la santé mentale des femmes et des filles sont améliorés.

70% des 120 personnes membres des organisations de la société civile de Bandiagara et de Dandoli ont augmenté leurs connaissances sur les thématiques Violences basées sur le genre et violences sexuelles basées sur le genre et sont actives comme acteurs de changement dans les déclarations des cas de VBG à travers des mécanismes communautaires composés de leaders qui ont fait des déclarations publiques pour la protection des femmes et des filles contre ce fléau.

98% des bénéficiaires interrogées lors de cette évaluation finale du projet déclarent que les objectifs du projet répondaient aux priorités nationales et aux attentes des communautés bénéficiaires en termes de lutte contre les VBG suite à une évaluation dans les zones d'intervention.

470 bénéficiaires directes dont 130 femmes déplacées cheffes de famille, 200 femmes issues des communautés hôtes, 70 personnes dont 31 filles de-17 et 39 garçons de -17 ans, de 70 hommes dont 40 de 18 à 29 ans et 30 de 30 ans et plus identifiées au démarrage du projet ont bénéficié des activités d'informations et de sensibilisations, d'appui en kits ménages, de lavage des mains, de prise en charge alimentaire, sanitaire, d'appuis en AGR du projet et nous constatons une amélioration du respect des droits humains en général et en particulier des droits des femmes dans les communes de Bandiagara et Dandoli en raison des engagements publics et des déclarations signées par les 17 leaders communautaires en faveur de l'abandon de toutes les formes de violences faites aux femmes/filles appuyés par les 17 mécanismes de veille pour suivre l'application de ces déclarations.

Effets du partenaire : (i) Réduction de l'incidence des VBG par la transformation des attitudes et des comportements collectifs dans les communautés ciblées en faveur de l'égalité des sexes, (ii) Renforcement accru du pouvoir et de la résilience des survivantes de VBG à travers une prise en charge holistique (médical, soutien psychologique, juridique et insertion socioéconomique)

Un engagement fort a été observé au sein des communautés concernées, grâce au financement obtenu auprès du WPHF octroyé à l'ONG ADEL Sahel pour la mise en œuvre de son projet dans les communes de Bandiagara et Dandoli, les hommes, les femmes et les jeunes des 10 quartiers de Bandiagara et 7 villages de la commune de Dandoli continuent de discuter, d'échanger et d'aborder des sujets qui étaient auparavant considérés comme tabous, notamment les mutilations génitales féminines, le mariage des filles avant 18 ans, les violences conjugales, les agressions sexuelles et physiques et surtout à l'endroit des personnes vulnérables en situation de déplacées. Les sujets tabous sont abordés lors des discussions, l'abandon de la pratique de l'excision, du mariage précoce, l'installation d'un dialogue au sein des couples, la diminution des violences car les leaders enregistrent de moins en moins des plaintes, une implication des communautés hôtes à la protection des personnes déplacées et vulnérables

4a. Résultats globaux (impact et résultats) obtenus

ADEL Sahel continue toujours avec les mécanismes mis en place des actions de mobilisation avec les 17 communautés engagées à travers des déclarations publiques à réduire les violences faites aux femmes et aux filles à la suite de leur renforcement de capacités sur les concepts genre et VBG qu'ils maîtrisent.

3. Association pour le développement Durable (ADD volet 2)

Niveau d'impact (si pertinent) : *Les droits humains, la sûreté, la sécurité et la santé mentale des femmes et des filles sont améliorés*

Les interventions de l'ONG ADD sur financement WPHF ont permis aux populations de prendre conscience des méfaits de la violence sexuelle basée sur le genre dans les zones en conflits et post conflits. De nos jours ces populations sensibilisent, assistent psychologiquement et orientent les victimes de violences vers les centres de santé pour une prise en charge médicale effective grâce à l'appui du fonds WPHF. Plusieurs victimes se déclarent et viennent dans les centres de santé grâce au professionnalisme du personnel de santé de Kidal et de Aguel Hoc qui assure leur anonymat. Les survivantes au nombre de 104 dont 45 de la commune de Kidal et 59 de la commune de Aguel- Hoc ont été prises en charge sanitaire dans les 2 centres de santé et psychologiquement par les animatrices. Depuis le démarrage du projet l'OSC a établi une convention avec les agents de santé de ces centres, d'abord en les formant sur la prise en charge des survivantes de VBG, en mettant en place un fonds pour les frais médicaux. Aussi, l'OSC a formé des animatrices au sein des groupements de femmes pour la prise en charge psychologique des survivantes de VBG. Il faut reconnaître que cette région est une zone d'insécurité et les femmes et les filles sont beaucoup victimes à conflit des conflits armés et la présence des groupes armés terroristes et djihadistes.

Effets (résultats) : *Les hommes, les femmes et les jeunes ont un engagement accru dans la prévention et la protection des survivantes de Violences sexuelles et basées sur le genre dans les communes cibles*

Les hommes, les femmes, les jeunes filles et jeunes garçons sont plus que jamais engagés dans la prévention et la protection des survivantes de violences sexuelles basées sur le genre lors de l'atelier de restitution au niveau régional.

01 atelier de restitution des dialogues communautaires et des Tribunes d'Expression Populaire a été réalisé au niveau régional. Cet atelier s'est tenu du 10 au 12 juin 2024 et a regroupé 32 participants dont 14 femmes des communes couvertes par le projet :

Les autorités régionales s'engagent à accompagner la population dans la lutte contre les VSBG lors de l'atelier de plaidoyer sur la protection des survivantes de VSBG. 42 participants ont pris part à cet atelier dont 19 femmes venant des organisations de la société civile, des services techniques et des collectivités.

01 Atelier de plaidoyer sur la protection des survivantes des VSBG auprès des autorités régionales et communales a été réalisé du 13 au 15 juin 2024 au niveau de la région de Kidal :

104 cas de VSBG dont 45 cas dans la commune de Kidal et 59 cas dans la commune d'Aguel-Hoc ont été référés et pris en charge par le personnel sanitaire des structures de santé, ce qui a beaucoup éveillé l'attention des autorités régionales dans la poursuite de leur engagement ;

01 étude qualitative et quantitative a été réalisée auprès de 325 individus dont 175 hommes et 150 femmes dans les communes de Kidal et Aguel-Hoc :

La perception des hommes, des femmes, des jeunes filles et jeunes garçons retient que beaucoup d'actions contre la promotion des droits humains se font chez les nomades sans qu'ils ne se rendent compte du fait de l'ignorance. Au cours de cette étude, 30 focus groups (18 à Aguel-Hoc et 12 à Kidal) ont regroupé 240 participants dont des femmes, des jeunes filles, des hommes et des jeunes garçons, 30 entretiens individuels (18 à Aguel-Hoc et 12 à Kidal) ont été réalisés auprès des leaders communautaires pour comprendre leur perception sur les VSBG.

3. Association SIGINYONGODIE (volet 2)

Niveau d'impact (si pertinent) : *Une amélioration des conditions de vie des personnes déplacées par la protection des droits humains, la sûreté des informations données, la sécurité de leurs biens et la promotion de leur santé mentale est constatée à travers les renforcements des capacités.*

4a. Résultats globaux (impact et résultats) obtenus

275 personnes déplacées connaissent qu'elles ont droit à l'assistance juridique en qu'à d'abus ou de violences lors de leurs déplacements et sur les sites de déplacées au moment de leur assistance. 758 personnes de la communauté hôte apportent leur assistance aux personnes déplacées à cause des activités de sensibilisation et d'information qui leurs ont permis de prendre conscience de la situation des personnes déplacées, de les accepter et de les associer à toutes les activités de la communauté.

Effets du partenaire : Les droits des femmes et des filles déplacées et de leurs communautés d'accueil face aux violences et inégalités de genre sont protégés dans les communes d'intervention du projet

Le renforcement des capacités des femmes et jeunes filles déplacées et leurs communautés hôtes sur les droits humains en général et les droits des femmes déplacées favorise une meilleure cohabitation et une mutualisation des efforts pour lutter contre l'exclusion des personnes vulnérables. L'ONG SIGINYONGODIE a renforcé les capacités des personnes déplacées et leurs communautés hôtes.

718 personnes déplacées et de la communauté d'accueil dont 575 femmes, 213 filles, 85 hommes et 45 garçons maîtrisent des concepts sur les droits des femmes, droits de la femme, accès à la justice, mariage forcé et sur l'excision au cours de 10 sessions.

Grâce aux assistances financées par WPHF, les risques de violences physiques et émotionnelles liés à l'insécurité alimentaire diminuent chez 239 personnes dont 188 femmes déplacées et 51 personnes d'accueil (42 hommes, 9 femmes) ont reçu chacune 200 kg de mil, 1 personne a reçu 100 kg de plus soit au total 47 900 kg et les mesures d'hygiène se sont beaucoup raffermies par la distribution de kits à 100 ménages (80 femmes déplacées et 20 personnes d'accueil).

4b. Mobilisation de nouvelles ressources et durabilité

a) Mobilisation de nouvelles ressources des partenaires : Pour les OSC où de nouvelles ressources/financements ont été mobilisés (comme indiqué dans le fichier Excel du bénéficiaire), partagez 1 à 2 exemples d'OSC qui ont mobilisé de nouveaux financements au cours de la période de rapport, en décrivant combien elles ont obtenu, d'où et comment leur subvention avec le WPHF/le bureau de pays a contribué à obtenir plus de financement, le cas échéant.

b) Durabilité : Partagez quelques exemples et stratégies utilisés par les OSC pour assurer la durabilité de l'impact de leur projet

Le RFOE a obtenu des fonds supplémentaires grâce au partenariat avec la Fondation Femmes Plus (FFP) de la RDC dans le cadre du projet d'apprentissage par les pair-e-s soutenu par le Centre d'apprentissage L-HUB du WPHF suite à une commande de la FFP de tissus traditionnels à base de coton, des tissus en bogolan, des perles et autres parures pour les femmes produits par les femmes membres du RFOE pour une valeur d'environ 5 millions de francs CFA (8500 USD). Le montant du projet de RFOE était de 30000 USD, avec le projet d'apprentissage elle a obtenu 8000 USD ce qui lui revient à un budget total de 38 000 USD.

Pour sa part, ADD a rapporté que grâce à l'apprentissage entre pair-e-s avec l'ONG AFDPM, les deux organisations ont obtenu un financement à hauteur de 41,400 USD (27 924 000 FCFA) du commissariat à la sécurité alimentaire du gouvernement de la République du Mali pour la distribution de 1770 tonnes des céréales alimentaires à l'endroit des femmes et personnes vulnérables. Le WPHF3, il s'agit du 3ème financement 2025-2026 pour un montant de 2.700.000 USD. Après plusieurs rencontres entre ONU Femmes Mali et WPHF, il a été décidé de faire de ce fonds 2 appels (un appel ciblé et un appel public). Notamment un appel ciblé qui va concerner certains anciens partenaires de mise en œuvre du fonds WPHF et aussi certains partenaires qui ont plus de 3 ans d'exécution avec le système des nations Unies avec des critères bien déterminés. La capacité d'absorption, les audits, les résultats passés, la zone d'intervention. Ce travail a été fait avec l'implication du bureau du coordinateur humanitaire. Cet appel ciblé portera sur les résultats 3 et 5 avec le renforcement institutionnel. 13 projets ont été envoyés à WPHF parmi lesquels 10 ont été retenus dont 5 partenaires pour l'Outcome 5, 4 partenaires pour l'Outcome 3 et 1 partenaire pour le renforcement institutionnel.

La seconde phase concerne l'appel public qui va concerner toutes les autres organisations, sauf que ceux retenus dans les différents domaines ne peuvent plus postuler sur les mêmes volets.

4c. Produits et activités réalisés

Résumez les progrès réalisés sur les PRODUITS/EXTRANTS et les activités clés sous forme narrative pour chaque projet. Indiquez comment ces produits/extrants ont été atteints (ou sont en train de l'être) et expliquez si des écarts ont eu lieu par rapport aux résultats prévus au cours de la période visée par le rapport. Assurez-vous que toutes les données sont désagrégées si vous rapportez sur les

4c. Produits et activités réalisés

formations, le renforcement des capacités ou d'autres produits/extrants. Veuillez mettre les noms des organisations dans le même ordre que dans la section 4a.

Notez que vous N'AVEZ PAS besoin de remplir l'annexe A pour le niveau des produits. Pour les pays ayant plus de 10 projets, veuillez regrouper les produits par domaine de résultats.

2. Association pour la promotion de la femme et de l'enfant (ASSOPROFEN volet 1)

Produit 1.1 : Nouveau équipement informatique et logiciels sont achetés et utilisés par ASSOPROFEN et ces partenaires

Achat de forfait internet des So'Box pour la connexion des 10 ordinateurs pour chaque Association bénéficiaire de l'ordinateur; Appui individuel aux Associations de Femmes pour la collecte des données par un informaticien commis par l'ONG sur fonds WPHF; Achat d'anti-virus pour les ordinateurs et son Installation pour permettre de collecter des données pour le suivi et l'évaluation du plan National Femme, violences basées sur le genre, ainsi que toutes les violences à l'encontre des femmes grâce à l'utilisation de logiciel Kobocollect. Les ordinateurs sont connectés au réseau internet grâce au fonds WPHF.

Produit 1.2 : Formation du personnel et des volontaires sur l'utilisation de Kobocollect pour la collecte de données sur la participation des femmes aux processus de paix et l'action humanitaire.

45 femmes de 18-30 ans, 15 femmes de 45 ans au plus ont renforcé leurs capacités à l'utilisation du logiciel Kobocollect de 50 % au départ et à 100 % à la fin de la formation sur logiciel kobocollect en ligne. Elles ont analysé les données et produire des conclusions et des recommandations. Cette seconde formation a pour objectif de corriger les insuffisances dans l'utilisation de logiciel et de prendre les attentes et les difficultés et de proposer des solutions.

Les membres des OCB bénéficiaires d'ordinateurs et So'Box ont renforcé les capacités sur l'utilisation de logiciel Kobocollect dans la collecte des données dans le suivi et l'évaluation du plan National Femme, violences basées sur le genre, ainsi que toutes les violences à l'encontre des femmes. Premier étape les facilitateurs ont fait le pré-test sur logiciel kobocollect) cette formation a permis aux participantes de savoir les différents types d'application des collectes des données Kobocollect ; Google formes ; Sphinx ; ODK collecte ; EIC, application collecte surtout dans le milieu des associations récolter remonter analyser les informations.

Les participants ont été formés comment installer l'application avant d'adapter le logiciel sur les appareils ordinateur smart phones sur le serveur. Des exercices pratiques ont permis aux participantes de renseigner les données en ligne, d'analyser les données et de conclure les avancer du plan National Femme, violences basées sur le genre, ainsi que les violences à l'encontre des femmes dans la commune urbaine de Douentza.

Elles ont été outillées pour la recherche des cas de VBG et des autres cas de violences faites aux femmes dans le cadre Femmes-Paix-Sécurité et action humanitaire.

Produit 1.3 : Un consultant est recruté pour élaboration et l'utilisation d'un dispositif de fonctionnement du système d'alerte précoce et d'intervention en cas de conflit qui tient compte des sexospécifiques à la promotion de l'égalité des sexes et de prévention des conflits :

Un rapport d'étude a été produit et disponible sur les dispositifs de fonctionnement du système d'alerte précoce et d'intervention en cas de conflit qui tient compte des sexospécifiques à la promotion de l'égalité des sexes et de prévention des conflits. Cette étude a été réalisée avec le financement du WPHF, commanditée par ASSOPROFEN. Le document a été discuté, amendé et validé par les organisations à base communautaire, les structures techniques et politiques de la région de Douentza.

3. Initiatives pour le Développement et la Solidarité (IDS volet 1)

Produit 1.1 : 10 bénéficiaires directes dont 7 femmes et 3 hommes sont formés sur les droits humains, droits de la femme ou sur l'agenda 1325 de l'ONU. (Réalisé en 2023).

Produit 1.2 : Les bénéficiaires directs du projet dont 7 femmes et 3 hommes ont perçu 12 mois d'indemnités pour mettre en œuvre l'Agenda 1325 de l'ONU. (Réalisé en 2023)

4c. Produits et activités réalisés

Produit 1.3 : Les bénéficiaires sont outillés sur les nouvelles stratégies de mobilisation des ressources

10 personnes dont 7 femmes ont amélioré leurs connaissances sur les droits humains, droits de la femme et sur l'Agenda 1325 de l'ONU

Produit 1.4 : 7 femmes et 3 hommes membres du personnel d'IDS sont formés sur la conception et la mise en œuvre des projets relatifs à l'agenda 1325 de l'ONU :

10 personnes dont 7 femmes ont amélioré leurs connaissances sur la conception et la mise en œuvre des projets relatifs à l'agenda 1325 de l'ONU. Pendant les cinq (5) jours de la formation, une salle bien adaptée a été louée et mise à la disposition de l'atelier.

Produit 1.5 : 7 femmes et 3 hommes de l'équipe technique de IDS ont reçu de formation spécifique sur les appels à projet du système des Nations unies (ONU Femmes, UNICEF...), de l'UE et autres PTF au Mali :

10 personnes dont 7 femmes ont amélioré leurs connaissances sur Pendant les cinq (5) jours de la formation, une salle bien adaptée a été louée et mise à la disposition de l'atelier.

Produit 2.1 : les 3 membres du service financier d'IDS ont reçu une formation en gestion financière des ONG :

3 membres du service financier d'IDS maîtrisent es outils financiers et produisent des rapports financiers de qualité, ont reçu une formation en gestion financière des ONG

Produit 2.2 : Les réseaux sociaux sont impliqués dans la mise en œuvre de l'Agenda 1325 de l'ONU : (réalisé en 2023)

Produit 2.3 : Les 11 membres de l'équipe technique de IDS ont été formés sur l'utilisation de nouveaux outils de télétravail et de suivi à distance (ZOOM et KoBocollect)

11 membres de l'équipe technique de IDS savent utiliser de nouveaux outils de télétravail et de suivi à distance tels que les logiciels (ZOOM et KoBocollect).

Produit 2.4 : Dotation de l'équipe technique en outils informatiques, bureautiques et matériels roulants (Réalisé en 2023)

4. Réseau des Femmes Opératrices Économiques (RFOE SEGOU volet 1)

Produit 1 : Les capacités institutionnelles et organisationnelles du RFOE sont renforcées

Organisation d'un atelier de formation de 50 femmes dont 11 femmes responsables de 6 associations de pisciculture comprenant chacune 50 personnes membres du RFOE sur la pisciculture et 1 conseiller de la commune rurale de Pelengana. L'objectif visé est de renforcer les capacités des femmes pisciculteurs de Ségou et villages riverains de Banankoro, Koukoun, Nèrèkoro et M'Pèba, les gestionnaires des étangs piscicoles de Banankoro, les responsables de RFOE de Ségou. Cette formation a permis aux participantes de maîtriser les techniques piscicoles de l'identification des types poissons à la phase alevins jusqu'à la récolte.

Après la formation, une visite guidée a été organisée pour les participantes sur le site des étangs de RFOE pour constater de vus us les réalisations faites.

Organisation d'un atelier de formation sur les VBG et sur les commissions foncières de gestion des conflits dans les villages/hameaux pour la préservation de la paix, la cohésion sociale et le vivre ensemble à l'intention de 20 femmes membres de RFOE dont 10 femmes cheffes d'entreprises et 10 jeunes femmes membres actives de RFOE. Les participantes ont une connaissance accrue sur les types de VBG à travers des exemples, l'identification des survivantes, des actions de préventions, d'orientations. Elles ont aussi appris les rôles et responsabilités des femmes et des jeunes filles dans les COFOs pour une stabilité de paix et de cohésion sociale.

4c. Produits et activités réalisés

Achat de 2000 alevins pour 7 étangs piscicoles de 7 associations. L'ONG dans le cadre du renforcement économique de ces membres a acheté de 2000 alevins pour les 7 associations qui sont au bord du fleuve Niger et sont engagées dans la pisciculture. Cette activité concerne les mêmes associations bénéficiaires de la pirogue métallique. L'objectif visé de cet achat d'alevins et de 50 sacs d'aliments pour poissons permet aux femmes d'avoir un appui de démarrage de leur activité piscicole. Les étangs piscicoles ayant été préalablement placés par le réseau dans les localités de Ségou, Kalabougou, et Markala.

3246 personnes des associations membres du RFOE et de la communauté dont 442 Filles. 2324 Femmes 130 garçons et 350 Hommes de Ségou, de Banankoro, de Koukoun, de Nèrèkoro, M'Pèba et Pelengana sont sensibilisées sur les violences basées sur le genre et la protection des femmes et des filles dans les situations de déplacées dans les zones de conflits.

Formation de 26 femmes et 5 hommes des 7 associations en pisciculture. Ces femmes ont renforcé leurs capacités sur les techniques piscicoles : comment diriger un étang piscicole sur la base de cage flottante, comment identifier les types de poissons, comment empoissonner un étang, comment pêcher et contrôler les charges, quels sont les types de traitements pour les poissons, comment faire une reproduction artificielle dans une cage, comment alimenter les poissons. Les participantes à cette session sont des associations de Ségou, de Banankoro, de Koukoun, de Nèrèkoro et M'Pèba. La phase théorique a été réalisée à Ségou et la phase pratique à Pelengana.

5. Association d'Appui au Développement Local au Sahel (ADEL Sahel volet 2)

Produit 1.1 : Les communautés ciblées adoptent des attitudes et des comportements qui soutiennent l'égalité entre les sexes et la lutte contre les VBG

Du 16 au 18/04/2024 ,120 personnes dont 50 hommes et 70 femmes issues des OSCs ont bénéficié d'une session de renforcement des connaissances sur la prévention, l'alerte et le référencement des cas de VSBG dans le cercle de Bandiagara Organisation de 17 séances de discussions avec les membres des réseaux communautaires sur le fonctionnement des mécanismes d'alerte des violences basées sur le genre. Ce qui a permis la désignation de 17 points focaux dans les 11 villages des communes de Bandiagara et de Dandoli (région de Bandiagara et Cercle de Bandiagara).

Du matériel de sensibilisation composé de : (Kakemono, affiches, block notes, t-shirts) a été remis aux acteurs communautaires qui ont pu l'utiliser lors des activités de masse ayant abordé différentes thématiques, entre autres les lois maliennes sur les violences sexuelles, la résolution 1325 des nations unies, les violences domestiques ainsi que les mariages précoces et les mécanismes de référencement des cas de VBG

De Mars à avril 2024 une évaluation finale du projet a été réalisée touchant ainsi toutes les cibles du projet afin d'évaluer le niveau d'atteinte des indicateurs, la pertinence, la cohérence, l'efficacité et l'efficience de l'intervention ainsi que les leçons apprises et les recommandations

Produit 1.2 : Des mécanismes communautaires de prévention d'alerte, de référencement et de protection contre les VBG sont mis en place et fonctionnels au niveau local (réalisé en 2023)

Produit 2.1 : Les survivantes de VBG bénéficient d'une assistance intégrée et multisectorielle (médicale, psychosociale, juridique/judiciaire et réinsertion socioéconomique et/ou scolaire) coordonnée et fondée sur les droits et l'égalité des sexes. (Réalisé en 2023)

6. Association pour le développement Durable (ADD volet 2)

Produit 1: Les associations des femmes et des jeunes sont formées sur la prévention et le référencement des cas de violences sexuelles et basées sur le genre (VSBG)

104 cas de VSBG dont 45 cas dans la commune de Kidal et 59 cas dans la commune d'Aguel-Hoc ont été référés et pris en charge par le personnel sanitaire des structures de santé.

Une base des données des cas de VSBG référés est disponible au niveau des centres de santé de chaque commune.

4c. Produits et activités réalisés

Produit 2 : Les hommes, les femmes et les jeunes engagent dans des actions de prévention et de protection des cas de VSBG dans les communes de Kidal et Aguel-Hoc à travers un débat public, des dialogues francs, des déclarations de soutien et de dénonciation

2 ateliers de restitutions au niveau régional ont été réalisés :

01 atelier de restitution des dialogues communautaires et des Tribunes d'Expression Populaire a été réalisé au niveau régional. Cet atelier s'est tenu du 10 au 12 juin 2024 et a regroupé 32 participants dont 14 femmes des communes couvertes par le projet ; Les progrès réalisés en matière d'Effets sont définis comme un changement réel de la valeur des indicateurs suivis pour les résultats respectifs. On considère qu'un résultat ou un extrant a été atteint lorsque ses objectifs ont été atteints. Les progrès vers un résultat signifient que l'objectif n'a pas encore été atteint, mais qu'il existe des preuves (à travers les données) d'atteindre les cibles vers la réalisation éventuelle de l'Effet.

01 Atelier de plaidoyer sur la protection des survivantes des VSBG auprès des autorités régionales et communales a été réalisé du 13 au 15 juin 2024 au niveau de la région de Kidal. Au total, 42 participants ont pris part à cet atelier dont 19 femmes venant des organisations de la société civile, des services techniques et des collectivités.

Produit 3 : Le dispositif communautaire d'identification et de référencement des survivantes des violences sexuelles et basées sur le genre (VSBG) est mis en place.

Organisation de 563 séances de sensibilisations dont 285 à Kidal et 278 à Aguel-Hoc ont été menées par les réseaux des associations dirigées par des femmes. Ces sensibilisations ont porté essentiellement sur les VBG, l'autonomisation des femmes et l'inclusion qui ont touché 15 255 personnes dont 9 587 femmes réparties comme suit à Aguel-Hoc 1 352 Filles (-18 ans), 3 220 Femmes (+18 ans), 926 Garçons (-18 ans) et 1 762 Hommes (+18 ans) ; à Kidal 1 540 Filles (-18 ans), 3 475 Femmes (+18 ans), 802 Garçons (-18 ans) et 2 178 Hommes (+18 ans).

Réalisation d'une (01) étude qualitative et quantitative auprès de 325 individus dont 175 hommes et 150 femmes dans les communes de Kidal et Aguel-Hoc sur la perception des communautés nomades sur les VSBG dans les zones de conflits et de post conflits.

7. Association SIGINYONGODIE (volet 2)

Produit 1 : Les connaissances juridiques d'environ 70% de 275 personnes déplacées et de la communauté d'accueil sont améliorées d'ici juin 2023

40 femmes déplacées et de la communauté d'accueil des 275 cibles ont amélioré leurs connaissances sur les techniques de prévention des violences basées sur le genre et d'assistance aux victimes des VBG et exercent des activités de parajuristes au sein de leur communauté. 1 séance de restitution par site a été organisée par les 40 parajuristes sur 80 sites et a touché 4800 personnes dont la majorité sont des femmes et des filles.

Produit 2 : Environ 70% de 275 personnes déplacées et de la communauté d'accueil abandonnent les violences à l'endroit des femmes et des filles d'ici juin 2023

70% des personnes déplacées et de la communauté d'accueil (275) abandonnent les violences à l'endroit des femmes et des filles à travers la diminution des cas de violences, cela du démarrage du projet qui était de 20 cas courant 2023 et à 5 cas en 2024.

60 sessions d'IEC/CCC sur les cinq sites au cours desquelles les causes et les conséquences des violences basées sur le genre, les propositions de pistes de solution pour réduire ces violences ont été débattues par les participantes et participants et ont touché 514 personnes dont 430 femmes déplacées et 84 personnes d'accueil (Hommes et femmes). Ces sessions de sensibilisation ont permis aux participants de prendre conscience des dangers liés aux VBG et de s'engager à lutter contre ce fléau

Produit 3 : 40 femmes et filles leaders influencent les décisions de 100 hommes déplacés et de communauté d'accueil, qui sous-tendent les inégalités de genre d'ici juin 2023

4c. Produits et activités réalisés

Organisation de 10 jours de renforcement des capacités de 40 femmes et filles leaders sur les techniques de plaidoyer/lobbying, regroupant 8 leaders par site. Les participantes toutes déplacées étaient âgées entre 18 à 35 ans avec un niveau d'inscription allant de la 9ème année fondamentale et au-delà. Au cours de ces sessions, plusieurs recommandations ont été formulées, notamment élargir les sessions aux communautés hôtes ; plaider pour la prolongation du projet afin que des initiatives personnelles des personnes déplacées puissent être financées et faciliter leur intégration au sein des communautés.

Organisation de campagne de plaidoyer/lobbying par les 40 femmes et filles leaders au sein des 5 sites de déplacées touchant 480 participants dont 400 femmes et 80 hommes. Les membres de l'organisation ont appuyé à la réussite de cette campagne tout en véhiculant des messages forts de paix, de cohésion, d'abandons de pratiques néfastes qui entravent les droits des femmes et des filles comme le mariage précoce, le mariage forcé, la promotion de l'accès des femmes au marché et la scolarisation des filles.

Produit 4 : 100 ménages (déplacées et communauté d'accueil) sont dotés de 100 kg de mil une fois par trimestre et deux kits et d'outils de protection contre le covid 19 d'ici juin 2023

734 personnes dont 584 personnes déplacées et 150 personnes d'accueil ont reçu des vivres au cours de l'année 2024 selon la disponibilité des céréales sur le marché et aussi le choix des bénéficiaires soit : 171 personnes ont reçu 17 100 kg de riz pendant le 1er trimestre, 324 personnes ont reçu 65 100 kg de mil pendant le 2ème trimestre et 239 personnes ont reçu 47 900 kg de mil pendant le 3ème trimestre.

5. Histoire d'impact (1/2 page maximum)

Inclure une histoire d'impact axée sur un bénéficiaire individuel ou un partenaire de l'OSC qui démontre le changement survenu au cours de la période de référence à la suite de la mise en œuvre d'une subvention de partenaire. L'histoire devrait :

- a) saisir le changement qui s'est produit
- b) illustrer l'objectif principal du projet (zone d'impact du WPHF).
- c) inclure une photo de haute qualité avec légende, des portraits en gros plan des bénéficiaires individuels et des partenaires des OSC en cours de profilage, et inclure des citations, le cas échéant.

*Veuillez-vous assurer que le consentement a été obtenu du bénéficiaire individuel ou de l'OSC partenaire pour utiliser l'histoire et la photo dans le rapport annuel mondial de la WPHF, le site Web, la communauté de pratique et/ou les médias sociaux. Envisagez également d'utiliser un **pseudonyme** (et non le vrai nom de la personne) pour assurer la protection/sécurité. Si l'obtention d'une histoire peut causer un préjudice ou un stress émotionnel à une personne, veuillez envisager de faire une histoire sur une organisation à la place.



Je me nomme AT, je suis un jeune déplacé de 28 ans, venant de Diabaly, marié à une femme et père de trois enfants dont deux (02) filles. Je travaillais dans une zone rizicole à Diabaly où tout allait bien jusqu'au moment où notre zone a enregistré l'arrivée des groupes terroristes, d'autres disent des djihadistes, d'autres disent des bandits armés car ils ne sont pas contrôlés par notre pays. Nous étions tous au sein de notre communauté des frères et sœurs, et assistons les uns les autres. Es groupes terroristes un jour nous ont interdit d'aller dans nos champs au moment où notre récolte s'approchait. Imaginez, un paysan qui n'a que de l'espoir qu'avec sa récolte voit celle-ci dans le feu en train d'être consumée et sans recours. En plus de cet embargo, personne de la zone ne pouvait se déplacer.

Un matin je me suis décidé à quitter la zone en laissant ma femme et mes enfants, pour aller à Ségou. Je vous assure que ça n'a pas été facile avec toute la peur au ventre et les questions que je me posais, vont-ils me tuer? Ou bien vont-ils me prendre comme esclave? Je me suis juste confié à Dieu et je me suis enfuit dans la brousse jusqu'au niveau du fleuve où j'ai trouvé la gentillesse d'un piroguier qui m'a fait traverser, lui aussi avec la peur. J'ai fait le reste du trajet à pied plus de 70 km pour arriver à Pelengana. C'est là où j'ai été touché quelqu'un pour me faire enregistrer comme personne déplacée. Étant à Pelengana j'ai réfléchi comment faire quitter aussi ma famille des mains des djihadistes, puis-ce que ces gens sont imprévisibles et ils sont capables de tout même le pire. Le matin je quitte le camp pour aller en ville chercher de quoi faire pour gagner un peu d'argent. A mon arrivée depuis que j'ai été enregistré j'ai bénéficié de couverture, de moustiquaire, de manger donnés par notre gouvernement. A la suite de ma promenade journalière comme tous les autres déplacés, à la recherche de quoi subvenir aux besoins, comme je transportais les bagages des femmes au marché j'ai vu la présidente de RFOE qui partait faire des sensibilisations sur les violences faites aux femmes et aux filles dans notre site. C'est à la suite de ces activités que je lui ai approché pour lui dire que je peux conduire une mototaxi pour transporter les bagages des femmes

aux marchés. J'ai eu à chance d'avoir un permis que le pays exigeait un moment pour conduire les motos. C'est avec ça que RFOE m'a embauché pour conduire la mototaxi au sein de l'ONG. Avec mon salaire, je me suis débrouillé à payer le transport de ma femme et mes enfants qui m'a rejoint au camp des déplacées de Pelengana où nous vivons en parfaite harmonie avec les autres membres de cette communauté. Par la suite de nos jours j'ai pris une maison en location que je pays mensuellement, j'ai pu me payer une parcelle de terrain aux alentours de Pelengana que je construirais après. De nos jours j'ai payé une petite table avec quelques marchandises que ma femme vend pour s'occuper et avec les petits gains on se débrouille. Je participe beaucoup aux activités sociales du quartier Pelengana et mes 2 enfants sont inscrits à l'école fondamentale de Pelengana. Souvent j'envoie de l'argent aux parents restés au village pour leur soutenir à payer de quoi ils pourront avoir besoin. Avec un travail fixe car je conduis 6 jours sur 7, et mon jour de repos est consacré à l'entretien de la moto. Avec l'intervention de nos forces armées maliennes, la route est praticable, mais avec mon avoir je resterais en ville pour soutenir mes parents et donne une bonne éducation à mes enfants qui sont les avenirs de demain.

6a. Produits de connaissance et communications/visibilité de l'ONU ou le Entité de Gestion (ME)

a) Décrire les nouveaux produits de connaissances ou matériel de communication développés par l'UNW CO ou le ME au cours de la période. Il peut s'agir d'études de cas, d'enquêtes ou de recherches majeures, d'évaluations ou d'évaluations menées au cours de la période visée par le rapport. Cette section doit également inclure une liste et une description de tous les nouveaux produits (sites web, notes d'orientation, médias sociaux, études de cas, photos, vidéos, etc.) développés pour accroître la visibilité des projets et du programme, ainsi que du WPHF.

* Veuillez joindre une copie de l'étude, de l'évaluation, de la recherche, de l'enquête ou de l'évaluation en annexe et inclure les liens Web dans cette section, si pertinent

6b. Produits de connaissance et communication/visibilité des partenaires de mise en œuvre

a) Énumérez quelques exemples de produits de connaissance de haute qualité produits par un partenaire de mise en œuvre au cours de la période considérée. Il peut s'agir d'études de cas, d'enquêtes ou de recherches majeures, d'évaluations ou d'évaluations menées au cours de la période visée par le rapport. Cette section doit également inclure une liste et une description de tous les nouveaux produits (sites web, notes d'orientation, médias sociaux, études de cas, etc.) développés pour accroître la visibilité des projets et du programme, ainsi que du WPHF.

* Veuillez joindre une copie ou un lien de l'étude/de l'évaluation/de la recherche/de l'évaluation en annexe et inclure les liens Web dans cette section, le cas échéant. Pour des photos, veuillez les partager (avec une légende) avec l'équipe de communication de la WPHF.

ADD : Etude de perception des nomades sur les violences sexuelles basées sur le genre : Cas des communes de Kidal et Adjel-Hoc [Amendement ADD\Rapport d'étude de perception des nomades sur les VSBG KIDAL ADD.pdf](#)

ADEL Sahel : Evaluation finale du Projet « Lutte contre les Violence Basées sur le Genre : Justice, Autonomisation et Dignité des Femmes et des Filles [Amendement sans coûts additionnels\Rapport evaluation finale ADEL SAHEL.docx](#)

ASSOPROFEN : Elaboration d'un manuel de formation sur les alertes précoces et la prévention des conflits [Amendement ASSOPROFEN\le Manuel de formation Rapport d'etude.pdf](#)

7. Activités de renforcement des capacités par le bureau de pays/l'entité de gestion du Bureau de l'ONU

a) Pour les pays qui ont mis en œuvre des projets de renforcement des capacités avec un financement du WPHF

i) Si votre pays a reçu des fonds pour des initiatives de renforcement des capacités, rapportez-le à votre cadre de résultats et à ProDoc, y compris les résultats/changements en matière de capacités, de compétences ou de pratiques des partenaires des OSC et de leur organisation.

ii) Décrivez les résultats des sondages antérieurs et/ou post-formation qui ont pu être réalisés (p. ex. OCAT) ou si des documents de renforcement des capacités ont été produits grâce à ce financement et partagez-les avec le WPHF.

b) Initiatives de renforcement des capacités d'autres pays qui ont bénéficié aux partenaires du WPHF

Si votre pays (ceux qui n'ont pas reçu de fonds pour des initiatives de renforcement des capacités) a organisé des sessions de renforcement des capacités (webinaires, sessions de formation en personne, ateliers, etc.) qui ont été organisées par le bureau de pays, l'entité de gestion ou d'autres agences externes avec des OSC partenaires, veuillez décrire. Inclure i) le sujet/sujet ; ii) qui a mené le renforcement des capacités ; iii) où (virtuel/en personne) ; iv) le nombre d'OSC et de représentants d'OSC qui ont participé. Décrivez les résultats des sondages effectués avant et/ou après la formation qui ont pu être remplis. Enfin, si des documents de renforcement des capacités ont été produits et qu'ils pourraient bénéficier à d'autres OSC, veuillez les partager avec le WPHF.

1. Journée d'échanges entre partenaires bénéficiaires du fonds d'apprentissage entre pair(es) tenue le 20 novembre 2024 en ligne dans le cadre des échanges du Centre mondial d'apprentissage (L-HUB) du WPHF :

. Lors de cette rencontre les partenaires RFOE, ADD, AFDM, FFP ont échangé sur 3 points :

- Une présentation de la structure, les objectifs, les organes de l'organisation, les activités menées en 2024 et celles en cours suivie d'un bref aperçu de l'initiative du WPHF sur les journées d'échanges entre les deux organisations ;

7. Activités de renforcement des capacités par le bureau de pays/l'entité de gestion du Bureau de l'ONU

- Les leçons tirées de cette collaboration entre pair(es) ;
- Les contraintes rencontrées

2. Une rencontre de partage d'expériences entre les partenaires de mise en œuvre des activités du WPHF du Mali et du Niger a eu lieu le 18/12/2024 en ligne, organisée par WPHF sur le rôle des OSC féminines en période de transition politique et d'instabilité sécuritaire entre les OSC partenaires du Mali et du Niger. Elle a concerné :

- Mme Aissata KANE, Chargée de l'Action Humanitaire et Mr. Ousmane MAIGA, Coordinateur de projet, Association d'Appui au Développement Local au Sahel (ADEL Sahel), Mali
- Mr Mouhamadou Maiga, Président de l'organisation Association Malienne pour le Développement, la Protection de l'Environnement et la lutte contre la désertification (AMADE PELCODE), Mali
- Mme HALIMATOU AHAMADOU, Cheffe de projets, Association des Jeunes pour l'Environnement et l'Éducation Civique (AJEEC), Niger
- Mouvement des Jeunes pour le Développement et l'Éducation Citoyenne (MOJEDEC), Niger

Les thèmes abordés ont été :

1. Interventions dans un contexte de transition politique et d'instabilité sécuritaire :

Mali : Quelles stratégies avez-vous utilisé pour mettre en œuvre vos initiatives dans le contexte complexe de transition politique et d'instabilité sécuritaire y compris les sanctions de la CEDAO? Comment avez-vous réussi à instaurer un climat de confiance avec les autorités en place ? Quels défis avez-vous rencontrés lors de la collaboration avec les autorités de transition et comment les avez-vous surmontés ?

2. Mobilisation des communautés locales : Quelles méthodes innovantes avez-vous employées pour engager les communautés locales dans les efforts de consolidation de la paix ?

3. Renforcement du leadership féminin : Quelles approches avez-vous adoptées pour garantir l'inclusion des femmes dans les instances décisionnelles durant les périodes de transition politique et d'instabilité ?

4. Établissement de réseaux et alliances pour le plaidoyer : Comment avez-vous œuvré pour créer des alliances efficaces avec d'autres organisations ou réseaux afin de renforcer la prise en compte des diverses perspectives de genre dans les processus de décision ?

3. Les organisations ASSOPROFEN et IDS ont été accompagnés par ONU Femmes pour la complétude de leurs documents. Ils ont bénéficié de sessions de formations sur les procédures et règles de gestion des fonds d'ONU Femmes, l'élaboration.

4. Les partenaires du WPHF ont bénéficié d'un renforcement des capacités continu sur les règles et procédures d'ONU Femmes, l'élaboration du FACE Form, le rapportage basé sur les résultats, la communication sur les activités du WPHF. Ces sessions ont été organisées par l'unité M&E et le PMSU à l'intention des anciens et nouveaux partenaires dans les régions de Ségou, Mopti, Gao et Bamako au profit de Siguinondjè, RFOE de Ségou, ADEL Sahel, ADD, ASSOPROFEN et IDS.

5. Formation des staffs des partenaires IDS, ADD et ASSOPROFEN sur les procédures et règles de ONU Femmes à Bamako et à Ségou pour les partenaires de ONU Femmes dont RFOE et Siguinondjè. Ces sessions ont été organisées à l'intention de tous les partenaires de ONU Femmes dont ceux du WPHF. C'est une première pour certains mais un renforcement pour d'autres. Au cours de cette formation, il a été abordé les thèmes sur le rapportage, la communication pour une meilleure visibilité des activités des partenaires de mise en œuvre et des partenaires techniques et financiers.

Session de formation continue des partenaires IDS et ASSOPROFEN sur la documentation à fournir pour accéder aux fonds des Nations Unies. Ces sessions font objet de rappel à chaque fois que le partenaire présente des justificatives pour solder une tranche, d'autant plus qu'ils sont à leur première fois de mettre en œuvre des activités financées par une agence du système des Nations Unies.

8. Subventions L-HUB (apprentissage par les pairs, mentorat ou actions conjointes de plaidoyer)¹⁰

Si les OSC partenaires ont mis en œuvre une subvention L-HUB au cours de l'année, veuillez résumer les principales initiatives et les résultats de ces subventions. Cela devrait inclure les résultats liés aux compétences, à la création de coalitions/réseaux, etc., conformément au document de projet des OSC. Incluez également le nombre de représentants d'OSC (ventilé par sexe et par groupe d'âge) qui ont bénéficié de ces subventions. Veuillez partager le modèle de rapport de subvention d'apprentissage par les pairs ou de mentorat dûment rempli avec votre rapport annuel.

¹⁰ Pour les partenaires qui ont également participé aux prix Women Have Wings, veuillez utiliser cette section pour rendre compte des principaux résultats et activités réalisés, conformément au document de projet.

**Les partenaires qui ont reçu ces subventions doivent également être inclus dans le profil des OSC (section 1) et le modèle de bénéficiaire du WPHF 2024 dans une rangée distincte*

Projets d'apprentissage par les pair-es du Centre mondial d'apprentissage (L-HUB) du WPHF

Ces projets ont renforcé les connaissances et compétences de 234 personnes : 92 membres du personnel et volontaires de ADD, RFOE et leurs organisations partenaires et impliqué 142 autres parties prenantes et membres des communautés locales.

ADD a mené le projet avec l'Alliance en faveur des droits de la personne et de la démocratie au Mali (ADPDM): selon ADD les changements obtenus ont été : À la suite de l'initiative conjointe, notre organisation a connu plusieurs changements significatifs. Nous avons acquis de nouvelles compétences en MultiMedia et en intégration du genre dans les actions humanitaires et de développement, ce qui a amélioré d'avantage notre méthodologie de communication et de gestion des projets ainsi que notre capacité à mobiliser les communautés locales. De plus, nous avons développé un partenariat stratégique avec l'ADPDM, ce qui a renforcé notre influence et notre visibilité. La formation en fabrication de savon a également permis d'introduire de nouvelles méthodes de travail et d'élargir la portée de nos activités d'autonomisation économique.

Enfin, notre interaction avec les médias s'est améliorée, ce qui a contribué à renforcer la visibilité de notre OSC et à attirer davantage de soutien de la part des partenaires techniques locaux. De plus, notre relation avec les autorités locales s'est renforcée, facilitant ainsi la mise en œuvre de nos projets futurs. En outre, à l'issue de leur plaidoyer auprès des autorités locales et nationales sur les VBG et l'inclusion des femmes déplacées internes à Tombouctou et Mopti, ADD et AFDPM ont obtenu un financement du commissariat à la sécurité alimentaire du gouvernement de la République du Mali pour la distribution de 1770 tonnes des céréales alimentaires à l'endroit des femmes et personnes vulnérables.

RFOE a mis en oeuvre le projet avec la Fondation Femmes Plus (FFP) de la RDC : selon RFOE les changements obtenus après la mise en œuvre du projet d'apprentissage ont été : Après des journées d'échanges entre pairs en ligne, le RFOE a eu une visibilité renforcée sur son volet création d'activités communautaires impliquant à la fois les jeunes et les femmes en situation difficile pour renforcer d'avantage la cohésion sociale et le vivre ensemble. Le RFOE a partagé son modèle d'intervention initiant les jeunes et les femmes dans la conduite d'activités de maraichage ou d'hygiène - assainissement dans les cercles, nous contribueront à créer de sources de revenus locales renforçant les liens sociaux et de solidarités entre les communautés et ce qui va influencer et diminuer les conflits communautaires dans les zones de Kananga (RDC) et Niono, Diabaly et Macina (Mali). Les groupements et associations de femmes (jeunes et femmes en situation difficile) ont été invités à prendre l'initiative de démarcher auprès des autorités locales (Mairies, administration, autorités villageoises, ...) pour négocier le nettoyage et l'assainissement des domaines publics (foires, écoles, centres de santé, mosquées, ...) afin de se créer des sources de revenus (les groupements, selon leur contrat et leurs activités, reçoivent à peu près 150 000 FCFA/mois) pour subvenir à leur besoin quotidien. Des témoignages émouvants ont été faits par les représentantes des deux communautés (RFOE et FFP) venues des zones de conflits et qui n'ont laissé personne indifférente durant les échanges ; des interventions franches remplies de leçons et d'expériences ont été faites par les représentantes des deux organisations. Les deux organisations ont établi une confiance mutuelle et réfléchi à de futurs projets de coopération qui vont être proposés à des bailleurs pour un financement. Pour profiter de toutes les expériences, pour le RFOE, il serait utile de prévoir des visites d'échanges entre les pairs. Dans le cadre du projet d'apprentissage FFP a effectué une commande de tissus traditionnels à base de coton, des tissus en bogolan, des perles et autres parures produits par les femmes membres du RFOE ce qui représenté une rentrée d'argent d'une valeur d'environ 5 millions de francs CFA (8500 USD).

9. Risques et mesures d'atténuation

À l'aide du tableau ci-dessous, identifiez et i) évaluez les risques au cours de la période ; ii) la probabilité que ce risque se produise ; iii) l'impact qu'il aurait sur le projet, le programme ou le pays. Quelles sont les mesures de prévention et d'atténuation pour minimiser ce risque ou d'y répondre s'il se produit ? Tenir compte des risques liés à l'apparition ou à l'escalade de conflits/tensions, au changement climatique, aux risques programmatiques ou institutionnels, au suivi et à l'évaluation et Ne pas Nuire.

Risque	Niveau de risque	Probabilité	Impact	Mesures d'atténuation
Contexte, Programmatique, institutionnel (décrire brièvement)	4=Très élevé 3=Haut	5=Très élevé 4=Probable 3=Possible	5=Extrême 4=Majeur 3=Modéré	Mesures d'atténuation prises au cours de la période visée par le rapport (veuillez inclure de nouveaux risques, le cas échéant)

9. Risques et mesures d'atténuation

	2=Moyen 1=Faible	2=Peu probable 1=Rare	2=Mineur 1=Insignifiant	
L'insécurité demeure élevée et instable à Tombouctou, Ménaka, Gao, Kidal, Mopti, Douentza, Bandiagara, Ségou et se caractérisant par les attaques des groupes extrémistes terroristes (dans ces zones), les attaques des groupes d'auto-défense (à Mopti) des attaques entre les groupes armés (à Gao et Ménaka) et les conflits intercommunautaires (à Mopti, Gao et Ménaka), des attaques entre les groupes terroristes et les forces armées régulières (à Gao, Ménaka, Mopti)	3	4	4	- Le respect strict des consignes sécuritaires par les partenaires de mise en œuvre - Le respect de l'interdiction de circuler avec les motos dans les Régions de Mopti et Gao (à partir de 18h) - Le respect du couvre-feu à Ménaka, Tombouctou et Mopti et arrêt des déplacements à compter de 18h - Les partenaires informent les autorités locales et les leaders locaux sur leurs déplacements et reçoivent des orientations - Quand cela est adapté, utilisation des transports locaux (transports en commun, charrettes, motos, location et véhicules locaux) L'évaluation régulière de la situation sécuritaire par les partenaires au cas par cas, report ou réorientations des activités en cas de besoin
Les cas de contaminations de la COVID-19 persistent	1	2	2	- Respect strict de l'application des mesures barrières préconisées par les autorités sanitaires du Mali - Information des partenaires sur la prévention et les mesures barrières Utilisation des masques, des gels et des kits de lavage des mains par les partenaires durant les activités (utilisation des fonds de chaque activité pour leur achat)
L'absence et ou la faible présence des autorités administratives et sécuritaires dans certaines zones du projet à Kidal, Ménaka, Gao, Tombouctou, Douentza, Bandiagara, Ségou et Mopti (elles sont plus présentes dans les Chefs-Lieux de Régions, de Cercles et de Communes que dans les localités)	2	3	3	- Les partenaires continuent à informer/impliquer les autorités en travaillant avec elles dans leurs lieux d'affectation et à leur faire des comptes-rendus - L'implication continue des leaders des femmes et des jeunes, les autorités coutumières, les leaders religieux, les leaders d'opinion
Insuffisance d'équipements informatiques, faible accès et mauvaise qualité du réseau téléphonique (notamment à Kidal, Gao, Tombouctou, Mopti et Ménaka) et de la connexion internet (notamment à Kidal, Gao, Tombouctou, Mopti, Ménaka et Ségou). Faible connectivité internet pour la digitalisation et des outils Zoom et MS Teams par les partenaires Attaques des groupes armés terroristes contre les installations téléphoniques des opérateurs Orange et Malitel à Kidal, Gao, Tombouctou, Mopti, Ménaka, Ségou, San	2	3	3	- Achat d'équipements informatiques par les partenaires quand cela est prévu dans leurs budgets - Utilisation de WhatsApp et des SMS quand le réseau téléphonique est dégradé - Utilisation de certains partenaires pour relayer les informations auprès d'autres partenaires dans la même zone - Mise à disposition par ONU Femmes de liens internet pour télécharger les documents - Utilisation des cars de transport public pour l'envoi des documents de Ménaka à Gao Organiser les formations avec ZOOM qui est assez utilisé par les partenaires qui ont reçu des orientations sur son installation
Absence de banque à Kidal, Ménaka et dans les Chefs- Lieux des Cercles dans les Régions de Gao et Tombouctou.	2	3	2	- ONU Femmes a adapté les procédures de paiements pour les partenaires situés dans ces localités en leur autorisant des montants plus élevés dans leurs caisses Les partenaires collaborent avec les commerçants pour disposer des liquidités dans leurs lieux d'activités

10. Délais et adaptations/révisions

S'il y a eu des délais de retard, expliquez-les et les raisons/facteurs qui y ont contribué, les mesures prises pour atténuer les délais futurs et les adaptations apportées pour tenir compte de ceux-ci. Indiquer les ajustements majeurs de stratégies, de cibles ou de résultats et extrants clés qui ont eu lieu. Cette section devrait également inclure les changements de contrats, les changements programmatiques liés à l'escalade de la crise ou à d'autres facteurs.

Au niveau du projet/partenaire

Pour permettre d'atteindre les objectifs et d'atteindre les résultats des projets des différents partenaires, le fonds WPHF a fait l'objet de différents amendements à la suite de retards accusés soit à l'accompagnement de certains partenaires qui ont

10. Délais et adaptations/révisions

nécessité des renforcements, soit à la situation sécuritaire, soit à des problèmes de connexion qui empêchent les partenaires d'envoyer les dossiers par internet dans les zones d'interventions. Souvent le problème sécuritaire a fait changer des dates de certaines activités programmées, des amendements sans coûts additionnels ont été effectués chez tous les partenaires qui a aussi fait prolonger la date prévue pour la fin du fonds jusqu'en novembre 2024

Au niveau programmatique/pays

La contractualisation avec les partenaires ADD de Kidal et RFOE de Ségou sur les projets d'apprentissage a pris du retard, de ce fait ces partenaires ont vu leur contrat prolongé jusqu'en juin 2024 au lieu de mars 2024. Ce retard est dû à cause des procédures administratives et financières notamment la signature du transmittal form et du ME Function, la révision budgétaire de ces 2 partenaires en introduisant les montants du projet d'apprentissage à leur budget initial.

La clôture du fonds a accusé un retard à cause des retards dans la mise à disposition des fonds au niveau des partenaires suite aux procédures dans la justification des pièces fournies par les partenaires aussi du retard de financement de certains partenaires qui en remplissaient toutes les conditions idoines pour recevoir des fonds. Il s'agit des 2 nouveaux partenaires IDS et ASSOPROFEN. Il faut noter le retard aussi accusé de la mise à disposition des fonds d'apprentissage. Tout ceci nous ont amené à demander une prolongation de la durée du fonds et effectué des amendements, ce qui a joué sur la clôture du fonds.

Un retard a été accusé dans la clôture du premier fonds WPHF à cause du processus du post facto qui avait été initié en tant que write off. Ce qui a nécessité la prolongation du Award jusqu'au 31 décembre 2024 afin que les opérations puissent se faire dans le système PGAMS. Il faut noter que le retard a été en raison des justifications de certaines pièces d'un partenaire et de la migration du système de Atlas à Quantum.

11. Leçons apprises¹¹

Quels défis et quelles leçons ont été tirés au cours de la période considérée, tant au niveau des bénéficiaires que du pays ? Pour chaque défi, identifiez et décrivez le défi, ainsi que les facteurs qui ont pu y contribuer, et comment le défi a été relevé au cours de la période, ou comment il sera abordé à l'avenir. Résumez la leçon clé qui peut aider le projet ou WPHF à s'améliorer dans l'avenir. Inclure les défis programmatiques et opérationnels. Ajoutez des lignes si besoin.

Identifier le défi/décrire <i>Les défis peuvent être programmatiques ou opérationnels affectant la mise en œuvre du projet, ou d'un organisme ou d'une communauté.</i>	Quels sont les facteurs/raisons qui contribuent à ce défi ?	Comment le défi a-t-il été relevé ? Qu'est-ce qui a été fait différemment, ou que fera-t-on pour relever le défi ?	Leçon apprise <i>À la suite du défi, qu'avez-vous (et les partenaires) appris de la situation, ou à améliorer le projet ou pour des interventions futures ?</i>
Retard dans la mise à disposition des frais administratifs à ONU Femmes Mali	Le fait de ne pas mettre à disposition à temps les frais administratifs à ONU Femmes Mali peut causer des problèmes financiers pour la prise en charge des staffs qui suivent le fonds	Le problème a été résolu en utilisant d'autres fonds de ONU Femmes	Un plaidoyer a été fait au niveau WPHF pour que le problème soit résolu avec d'autres fonds du WPHF qui sont très bénéfiques pour nos cibles et nos autorités administratives et politiques
Typologie des partenaires de mise en œuvre	- Il y a une diversité des partenaires (ONG nationales, ONG locales, Associations féminines) qui ont des niveaux d'expertise très différents en matière de gestion des projets, en plaidoyer et des capacités institutionnelles et logistiques Les connaissances restent à améliorer sur la Gestion Axée sur les Résultats (GAR), le suivi, l'évaluation et le rapportage	- L'évaluation des capacités institutionnelles et organisationnelles de certains partenaires n'est pas à jour - Des sessions de formations groupées ont été organisées pour tous les partenaires qui leur ont aussi permis de se renforcer mutuellement Les organisations plus faibles sont particulièrement appuyées	- Prévoir dans les interventions futures une priorité pour les alliances/consortiums entre les ONG plus fortes avec les ONG locales/associations féminines locales - Prévoir des adaptations des procédures administratives et financières d'ONU Femmes pour travailler avec les associations féminines locales dans un contexte de conflits et d'insécurité
Zones d'ouverture géographique (régions, Cercles, communes)	- Il faut travailler avec une multitude d'acteurs dont certains ne sont pas présents dans les zones (par exemple	Le suivi à distance est assuré avec les partenaires, des éléments visuels (photos, vidéos) sont demandés dans les rapports, des	- La large couverture géographique est un atout et une richesse pour ce projet à continuer dans les futures interventions. L'adaptation de la mise

¹¹ Une leçon apprise est une réflexion systématique des défis (ou des succès) qui se sont produits au cours de la période et ce qui a entraîné un changement, une adaptation ou une amélioration, ou un changement ou une adaptation planifiée à l'avenir.

11. Leçons apprises¹¹

	les autorités administratives et sécuritaire) Il est difficile d'assurer le suivi sur terrain et la qualité des interventions notamment dans un contexte de détérioration de la sécurité mais on peut utiliser certaines structures qui ne sont pas empêchées d'aller sur le terrain par les Nations Unies	informateurs clés sont utilisés pour contre vérifier, quand c'est possible la présence des autorités administratives et des élus locaux est demandée	en œuvre se fait par l'approche localisation des partenaires de mise en œuvre. Le respect des mesures sécuritaires données par UNDSS
--	---	--	--

12. Innovations et meilleures pratiques¹²

Décrivez les pratiques novatrices/innovantes (programmatiques et opérationnelles) qui ont été mise en œuvre au cours de la période visée, en particulier celles qui peuvent être utile à l'avenir pour la programmation humanitaire et/ou l'agenda femmes, paix et sécurité. Les innovations et les meilleures pratiques peuvent être au niveau des projets ou du pays. Veuillez fournir des détails tels que le nom de l'OSC, etc.

a) Innovations :

En 2024, le fait que les partenaires ont pu échanger entre eux évoluant dans les domaines différents, partageant les résultats obtenus, les contraintes dans la mise en œuvre, dans le même pays et dans des pays différents a été une belle occasion selon les partenaires qui ont constitué à partir de cet instant un groupe d'échanges.

b) Meilleures pratiques :

Les journées d'échanges entre partenaires du WPHF de pays différents doivent être perpétuées afin de globaliser les expériences, les acquis des uns et des autres

13. Audits and gestion financière

Si un partenaire a été audité pendant la période du rapport, mentionnez le processus et les résultats de cet audit. S'il y a un rapport, prière de le joindre en pièces-jointes/annexe (pour utilisation interne uniquement).

Dans les procédures les audits de l'année écoulée se font dans l'année en cours. Les audits ont concerné trois OSC partenaires du WPHF. Les résultats de ces audits ont été tous concluant avec Unmodified.

14. Prochaines étapes et actions prioritaires

Veuillez énumérer les actions prioritaires pour l'année à venir, y compris l'intégration de nouveaux partenaires, les missions de suivi ou d'autres initiatives prévues liées au WPHF.

Le fonds du WPHF3 étant confirmé à la suite des rencontres entre le bureau du RCO, ONU Femmes et WPHF, les prochaines étapes sont :

- *Suivre la sélection des appels ciblés*
- *Suivre la mise à disposition des fonds pour le démarrage des partenaires retenus*
- *Suivre l'appel public qui concernera tous les partenaires ;*
- *Poursuivre le renforcement des capacités des partenaires de mise en œuvre sur les procédures et règles, la communication des résultats des activités, le suivi terrain et l'orientation en cas de difficultés rencontrées pour le nouveau fonds*

¹² Une meilleure pratique est une stratégie, l'approche, la technique ou le processus qui s'est avéré fonctionner bien et plus efficace ou approprié pour résoudre un problème basé sur l'expérience, l'évaluation ou par rapport à d'autres pratiques, et est donc recommandé comme un modèle. Il s'agit également d'une pratique qui a été testée ou validée et qui a le potentiel d'être reproduite et il est utile de partager avec d'autres personnes travaillant dans des contextes, des secteurs ou avec des groupes cibles similaires.

ANNEXE A : Résumé des résultats du WPHF (par indicateur)

Pour chaque résultat du WPHF qui est pertinent pour les OSC soutenues au cours de l'année considérée, rapportez par rapport à l'indicateur de niveau d'impact (résultat du WPHF).

Notez pour combien d'OSC cela est pertinent (colonne 2) et fournissez un résumé très bref des résultats (colonne 3), en présentant à la fois la valeur numérique et le résumé. Si un résultat n'est pas pertinent pour votre pays, entrez N/A. dans les colonnes CSO et Résumé.

Indicateur WPHF	Pertinent pour combien d'OSC (nombre)	Résumé de Résultat (1 court paragraphe avec des exemples)
Financement institutionnel		
1.1 La durée moyenne (en mois) durant laquelle l'organisation pourra se maintenir grâce au financement institutionnel accordé	3 OSC	N/A La plupart de ces OSC n'ont pas de soutien financier et ne développent pas d'activités génératrices qui pourraient leur maintenir dans le système. Avec les fonds institutionnels beaucoup ont pu avoir des moyens de déplacements, des outils informatiques
1.2 Nombre/pourcentage d'employés retenus grâce au financement institutionnel accordé	4	Les OSC ont pu maintenir leurs employés en payant leurs salaires de façon régulière. 7 personnes ont eu de l'emploi permanent au sein du RFOE 4 hommes et 3 femmes ; 10 au niveau de IDS dont 3 hommes et 7 femmes, 14 dont au niveau de ASOPROFEN.
1.3 Développement d'un plan de gestion des risques, plan de contingence pour l'organisation	1	RFOE a pu mener des actions qui lui procurent des revenus et lui permet dans l'avenir à la prise en charge des staffs sans le fonds institutionnel RFOE génère des ressources à travers les recettes journalières des 2 moto taxis qui font rentrer au moins 5000 FCFA par jour. Les recettes issues de la vente des poissons des 2 étangs piscicoles procurent aussi des ressources additionnelles. Ensuite les recettes issues des traversées par la pirogue qu'elle s'est procurer. Toutes ces activités demandent de l'emploi et génèrent des ressources
1.4 Nombre et types de stratégies, d'outils ou de systèmes adaptatifs adoptés par l'organisation pour assurer la continuité des opérations	3 OSC	12 Mise en place des mécanismes communautaires qui sont les comités de veilles (10) au niveau de la région de Bandiagara et des tribunes d'expressions populaires au niveau de Kidal et de Aguel Hoc (2)
Effet 5: Protection des femmes et des filles		
5.1 Nombre/pourcentage d'OSC, rapportant avoir une meilleure influence et un pouvoir accru dans leur lutte contre les violences sexuelles et basées sur le genre (VSBG)	3	Les partenaires ADD, ADEL Sahel et RFOE ont mené des actions très fortes dans la sensibilisation, dans le référencement, dans la prise en charge des cas des VBG et la réinsertion des certaines survivantes à travers les rapports fournis.
5.2 Degré d'utilisation des mécanismes de responsabilisation sociale par la société civile pour le suivi et l'engagement des efforts visant à mettre fin aux VSBG	80%	Les mécanismes de lutte mis en place ont été faits avec l'adhésion des populations et à la suite de plusieurs sessions de formations pour renforcer leurs capacités. Aussi, les responsabilités sont données en fonction des rôles que chaque membre joue au sein de la société pour garantir la continuité des actions après projet.
5.3 Nombre d'organisations locales de femmes, d'OSC ou des mouvements sociaux coordonnant leurs efforts afin de mettre un terme aux VSBG	48	48 organisations locale de femmes coordonnent leurs efforts pour lutter contre les violences basées sur le genre dans les régions de Kidal et de Douentza dans les référencement, les accompagnements des survivantes pour leur mieux être. 104 femmes et filles ont bénéficiés de la prise en charge médicale et psychologique mais pas juridique dont 65% sont des femmes de plus de 30 ans